



Éditorial de J. BRILLET
Secrétaire Général

La question sociale au centre

Les étés autrefois très attendus deviennent subis. Les chocs caniculaires successifs ont percuté violemment le pays. Surmortalité, sécheresse, feux gigantesques se sont substitués à une actualité normalement rythmée par les instants de détente.

Chacun perçoit que l'humanité s'est placée sur une ligne de crête où tout peut survenir. Le sursaut doit être collectif et l'action pour y parvenir doit être forte, transparente, déterminée. Le désarroi naît aussi des réponses politiques vaines, dilatoires. Entre un ancien premier ministre qui nie avoir effacé la commande de Canadiens qui auraient sauvé la Gironde, un ministre de l'Intérieur qui admet une « posture »

progressiste sur les questions climatiques et environnementales.

Le temps des catastrophes n'empêche pas celui des mauvais coups budgétaires portés par une seule ligne : une austérité drastique. S'appuyant sur une note opportune de la direction du Trésor, le premier ministre prêche l'urgence d'un budget antisocial. Et ce sont les mêmes recettes qui ressortent : doublement des franchises médicales (abandonnées sous cette forme), désindexation des pensions, augmentation de la TVA. Ces annonces sont lancées puis « abandonnées » pour mieux resurgir. En effet, le décret reste d'actualité. Il concerne aussi les soins dentaires, les médicaments, les franchises et les transports sanitaires. La proposition de limiter la revalorisation des pensions à un plafond de revenu est mortifère à terme. Un droit pour exister doit être universel.

“ Le temps des catastrophes n'empêche pas celui des mauvais coups budgétaires portés par une seule ligne : une austérité drastique. ”

sur le manque de moyens, le dérisoire le dispute à la médiocrité. Et ne parlons pas des lois agricoles. Nous devons obligatoirement intégrer les questions de l'urgence climatique, de l'eau, de la production agricole, de l'aménagement du territoire. Nous devons, retraité.es, être actrices/eurs d'une évolution

Nous aurons à nous y opposer, nous le ferons encore plus déterminé.es que les rentrées précédentes. C'est par l'unité que les retraité.es ont permis des victoires, notamment sur la revalorisation des pensions. C'est cette même unité qui déterminera notre capacité à agir. Elle ne sera sans doute pas simple à construire mais elle est primordiale. A notre niveau, nous faisons et ferons tout pour y contribuer.

■ Paris, le 26 août 2026